

1990 : l'antifascisme au tournant

En 1990, l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL, ancêtre d'AL) est en pleine mobilisation contre la première guerre du Golfe qui s'annonce (les préparatifs militaires sont en cours, avant l'intervention proprement dite en janvier/février 1991). Cela n'empêche pas les membres de l'UTCL¹ de s'engager activement dans « *une autre urgence : la lutte contre le danger fasciste* ».

La percée inquiétante de l'extrême droite dans les années 1980 ne peut que les y inciter : les municipales partielles de Dreux en 1983 se soldent pas une mairie commune RPR-FN, les législatives de 1986 voient 35 députés FN investir

l'Assemblée nationale, et, aux présidentielles de 1988, Le Pen réalise un « score » de 15 %. Et il ne s'agit pas que de performances électorales : les meurtres et agressions racistes émaillent la décennie et le FN mène une offensive tous azimuts pour séduire les déçus du pouvoir « socialiste ». En 1988, Le Pen organise ainsi son « premier 1^{er} mai », au grand dam de nombreux syndicalistes qui réussissent toutefois à organiser une manifestation unitaire antifasciste à Paris ce jour-là.

Pour l'UTCL, cette menace fasciste doit être une préoccupation majeure pour celles et ceux, anticapitalistes, qui savent que la gauche gestionnaire n'entravera en rien l'ascension du FN... bien au contraire. Dès 1985, *Lutter !*, le mensuel de l'UTCL, consacre une série d'articles, « à droite toute ! »², à la dénonciation de la droitisation de la vie politique hexagonale. Les communistes libertaires s'étaient également engagés dans le soutien aux marches et initiatives antiracistes de 1983, 1984 et 1985.

À l'orée des années 1990, l'antifascisme militant se structure plus durablement. Deux pôles vont émerger. L'un, « radical », autour des Scalp et de la Coordination nationale antifasciste (CNAF) qui deviendra le réseau No Pasaran, l'autre, « unitaire », autour de l'appel des 250 qui allait se traduire par la constitution des comités Ras l'Front. Dans les pages qui suivent, les deux appels sont reproduits (en italique) ainsi que les premières approches qu'en eu alors l'UTCL dans *Lutter !* (en grisé). Enfin, un texte plus conséquent, adopté par le Conseil national de l'UTCL, approfondit l'analyse. Ces textes, s'ils doivent être lus avec le recul nécessaire, apportent néanmoins d'importants éclairages sur le mouvement antifasciste contemporain.



1. Théo Rival, *Syndicalistes et libertaires. Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires (1974-1991)*, éditions d'AL.

2. Un recueil reprenant cette série d'articles est en cours de publication aux éditions d'Alternative libertaire.

I. L'appel des 250

« La montée en puissance d'un parti fascisant et raciste met la France à l'heure de tous les périls. Ses avancées sont faites de nos reculs.

Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affirmons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste. A la base, la dégradation des mœurs politiciennes, les éclats d'un affairisme impudent, la prostitution de la justice par le politique, le désarroi idéologique, la mise en place d'une société glacée, impitoyable aux faibles, la dissolution des solidarités populaires anciennes, ouvrent la voie au réflexe poujadiste et au vote de la désespérance. Au sommet, l'équipe dirigeante du FN applique avec une ténacité cynique sa stratégie de conquête du pouvoir. Par glissements progressifs, elle réussit à banaliser l'inconcevable.

Qui eût cru, voici seulement dix ans, qu'un parti français exhiberait, sur ses estrades, en qualité d'allié privilégié, un ancien Waffen SS ? Qui eût dit que l'immondice antisémite recommencerait de tomber chaque semaine de la bouche des dirigeants du FN et de leurs alliés ? Qui eût envisagé que, dans une obscène provocation au meurtre, l'assassinat à répétition de jeunes immigrés serait qualifié par Le Pen d' "incidents" ? Il y a dix ans, le droit de vote des immigrés aux élections locales était inscrit

au programme du candidat de la gauche aux élections présidentielles. En 1988, sous la pression raciste, il était évacué de ce programme. Si nous devons être battus, c'est que nous n'aurons pas eu le courage de nous battre.

Le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'un consensus bourbeux avec une droite déjà largement contaminée. Il ne peut l'être que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs. Il le sera par la mobilisation de ceux et de celles qui, par-delà différences et clivages, sont résolus à stopper le FN à tout prix, par tous les moyens, à tous les niveaux, et de manière permanente. La bataille doit être livrée devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue. Face au FN, il faut mettre en place un front de résistance, qui donnera un coup d'arrêt à ces entreprises et imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme.

Nous en appelons aux partis et aux organisations progressistes pour qu'ils créent, dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire. Un premier objectif devrait être la préparation d'une manifestation nationale massive rassemblant toutes celles et tous ceux qui sont résolus à barrer le chemin au racisme fasciste. L'heure n'est plus aux constats attristés et aux déplorations. Le temps de la contre-offensive est venu ! »

Printemps 1990

Une dynamique possible, mais des ambiguïtés

LUTTER !

Le texte des 250 (300) contient des aspects positifs mais également quelques grosses ambiguïtés. Positif, la dénonciation de la politique fasciste et raciste de Le Pen. Positif, le refus clair de consensus avec la droite. Positif encore, l'analyse des causes de la montée du FN où on désigne la mise en place d'une société « glacée, impitoyable aux faibles ». Et la dénonciation de l'évacuation de la proposition de droit de vote aux immigrés. Et l'appel à une contre-offensive unitaire qui ne s'enfermerait pas dans l'expression vertueuse de l'indignation et chercherait à combattre le mal à la racine, par

un combat qui « *imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme* ». Il y a là des éléments d'une critique de la politique gouvernementale, et en même temps l'appel à une dynamique sociale radicale.

Mais le texte porte aussi de lourdes ambiguïtés. Car s'il faut avoir le courage « *de nommer les choses et les gens* », on constate que la critique des responsables du PS sont toutes allusives. Or, ces responsabilités furent et demeurent considérables, décisives. Cet escamotage pourrait être une simple tactique pour élargir le nombre des signataires ; en fait, il s'agit bien d'un élément de stratégie, inspirée par l'organisation qui a l'initiative de la campagne : la LCR. L'appel invite les « *partis et organisations progressistes* » à créer « *les conditions pratiques d'une riposte unitaire* ». Le PS est tout naturellement invité à s'associer à la démarche. Mais alors, le « *Front de résistance* » doit-il être une sorte de nouvelle union de la gauche antifasciste, allant de l'extrême gauche au PS ? Et comment, alors, n'épargnerait-il pas le gouvernement, y compris dans l'exigence de « *mesures sociales et politiques* » ? Veut-on un énième quartel éphémère, issu de tractations au sommet ? Ou bien un mouvement antifasciste durable, c'est à dire posant aussi les questions sociales et politiques opposées à la logique du gouvernement, et formé de collectifs de base en lien avec le mouvement associatif et syndical ?

L'appel des 250 est contradictoire et nous le prenons comme tel. Ses aspects positifs peuvent en faire un des éléments contribuant à la redynamisation unitaire des militants antifascistes et anticapitalistes. Son aspect critiquable, ses appels du pied au PS, ses ambiguïtés (probablement « *pédagogiques* » ?) laissent planer le risque de bien des confusions.

Patrice Spadoni dans *Lutter ! bimensuel* n°164 du 21 septembre 1990

II. l'appel de la CNAF

« *Le Front national créé le 5 octobre 1972, issu de la dissolution d'Ordre nouveau, représente aujourd'hui plusieurs milliers d'adhérents, plus de 4 millions d'électeurs, 10 députés européens, 135 conseillers régionaux et 1 député à l'assemblée nationale (après en avoir eu 35 en 1986), 804 élus municipaux dont 1 maire... Le FN constitue un fait révélateur de la vie politique du pays.*

LE PHÉNOMÈNE LE PEN, ENFANT DE LA CRISE

Après un an d'état de grâce, en 1981-1982, le PS et le PC s'engagent en juin 1982 dans une nouvelle politique d'austérité et de répression :

- *restructuration capitaliste de l'économie (sidérurgie, charbonnage...)* ;
- *augmentation du chômage (deux millions de chômeurs fin 1982)* ;

- *recul face à l'école catholique ;*
- *nouvelle politique sécuritaire ;*
- *renforcement des mesures anti-immigrées, verrouillage des frontières, chasse contre les clandestins...*

Cette politique permet au FN de trouver un terrain favorable à ses thèmes et de proposer des « solutions » simplistes : « 3 millions de chômeurs, c'est 3 millions d'immigrés en trop ». De plus, il est certain que le traitement médiatique et les déclarations faites lors de la grève des ouvriers de l'automobile (principalement immigrés), les surenchères sécuritaires et anti-immigrés (immigré = délinquant) sont des éléments de conjoncture des années 1982-1983 qui ont permis au FN de faire légitimer les pires mesures réactionnaires sur ces thèmes.

AVEC LE FN UNE CERTAINE FRANCE EST DE RETOUR

C'est la France de Vichy et de l'OAS, celle qui exalte l'occident chrétien, la virilité, une certaine idée de l'armée, le travail, l'ordre, la messe en latin, le colonialisme passé et présent, un peuple génétiquement pur, non contaminé. C'est cette même France qui exècre les syndicats, tout progrès social, la pilule, l'avortement, l'homosexualité, les Juifs, les Arabes...

L'extrême droite, ce n'est pas que le FN tant au niveau de la propagande, journaux et revues (Présent, National-Hebdo, Minute, Le choc du mois, Aspect de la France, Révisions...), qu'à celui de l'agitation (Troisième voie-MNR, GNR et manipulation des skins, FNE, SOS France, PNFE, Chevaliers de Roubaix, Action française...)

Le succès des fascistes a été d'investir et de réactiver tout un réseau associatif et militant : de l'amicale bouliste aux cercles socio-professionnels, on ne compte plus les amicales de « bons Français ». « Bons Français » qui commettent chaque jour un peu plus de crimes et d'exactions envers les immigrés, les travailleurs en grève, militants colleurs d'affiches... De plus, le développement d'une population précarisée à l'extrême, chômeurs en fin de droit, nouveaux pauvres, a permis une certaine implantation du FN dans ces milieux abandonnés (Front anti-chômage).

DROITE ET GAUCHE FACE AU FN

Face aux fluctuations électorales du FN et à la montée des mouvements d'extrême droite dans son ensemble, il faut dénoncer :

- Les alliances électorales entre la droite et le FN au niveau des conseils régionaux et de certaines municipalités, démontrant la convergence des idées et des moyens : quelles différences entre les discours de Le Pen sur l'immigration et le charter pour le Mali, Sur l'insécurité et les bavures des flics de Pasqua ?

- Le passage de militants de la droite traditionnelle vers l'extrême droite (Le Cheva-

lier de l'UDF et Chauvière du RPR vers le FN) ou vice-versa (Madelin et Longuet d'Occident vers l'UDF), banalise et légitime les positions réactionnaires (politiques d'immigration, sécuritaires, antisociales), préparée de longue date par les clubs idéologiques du GRECE au Club de l'Horloge.

- Le PS fait le pari d'utiliser le FN comme joker électoral pour battre la droite. N'oublions pas non plus que la gauche s'est faite porteuse d'un certain nombre de mesures pour l'arrêt de l'immigration, l'instauration des centres de rétention... Le PCF, dont la politique chauvine a également contribué à la renaissance de l'idéologie nationaliste, s'est ensuite contenté de faire la politique de l'autruche en niant tout danger fasciste. Aujourd'hui, cette gauche ne joue la carte de l'anti-Le Pen que dans l'espoir d'en tirer un bénéfice électoral. La légitimité des courants d'extrême droite n'est jamais remise en cause. Le PS, au travers d'association comme SOS-Racisme, dénonce le FN uniquement sur le terrain du racisme et de l'humanisme. Nous ne pouvons nous reconnaître ni sur le fond, ni dans la forme de cette démarche.

Trop souvent, la police et la justice tolèrent, ferment les yeux, classent les dossiers..., sur les exactions des skins, les attentats racistes ou les bavures policières. Pendant ce temps, l'Etat réprime et criminalise le mouvement antifasciste parce que ses luttes atteignent la base d'une société fondée sur l'oppression, l'exploitation et l'autoritarisme.

L'EUROPE DE 1992

L'Europe de 1992 passe par l'unification des polices excluant toutes formes d'asile politique (basques, irlandais...) et l'harmonisation des lois anti-terroristes, renforçant la fermeture des frontières à toute immigration (égalisation au plus bas des législations anti-immigrées). Le Parlement européen légitime les groupes fascistes (FN, MSI, EPEN, Republikaner...), renforce la présence et la banalisation de

leurs idées. L'Europe de 1992 se construit dans cette logique droitière. Face à tout cela nous devons développer des contacts avec les groupes antifascistes européens dans la perspective de la construction d'un réseau.

DE 1983 À 1989 : NOS LUTTES

L'apparition politique du FN et l'absence de ripostes offensives des organisations démocratiques contre les meetings de Le Pen, nous incita à exprimer spontanément notre refus radical de toute expression fasciste par des manifestations organisées ou spontanées, parfois violentes contre ces meetings ou des apparitions de regroupements antifascistes autonomes.

Notre combat contre toutes les idées, pratiques et lois qui mènent au fascisme, d'où notre participation aux :

- marches pour l'égalité ;
- luttes contre les centres de rétention ;
- luttes pour la défense des droits des immigrés (pour le regroupement familial, le logement...) ;
- luttes contre les expulsions ;
- luttes pour la défense du droit d'asile et des réfugiés, contre la répression et la criminalisation de mouvements et de militants européens (basques, irlandais, italiens...) ;
- luttes contre les bavures policières, les crimes racistes, la justice à deux vitesses ;
- luttes contre les divers groupes d'extrême droite (CLAN, CNIP, Chevaliers de Roubaix, Nouvelle Acropole, PNFE, MNR-Troisième voie, GUD, Action française, FPIP) ;
- luttes contre les mesures de régression sociale ;
- luttes avec la jeunesse contre les idées réactionnaires dans le système éducatif sélection (décembre 1986), restauration de l'ordre moral (drogue, SIDA), militarisation (armée à l'écoles) ;
- luttes pour une nouvelle citoyenneté, indépendante de la nationalité, basée sur l'égalité des droits ;
- luttes de solidarité avec les peuples colo-

nisés : Kanaky où l'extrême droite est particulièrement virulente, Palestine, Euskadi, Irlande, contre l'Apartheid ;

- luttes pour l'abrogation des lois Pasqua-Pandraud (loi du 9 septembre 1986).

Nous construisons un réseau antifasciste autonome sur nos propres bases, qui ne soit pas lié à des échéances électorales et organisant, à un moment donné, des initiatives communes avec d'autres groupes et organisations. Nos luttes visent à la disparition des courants racistes et fascistes incarnés entre autre par le FN. En aucun cas, il ne peut y avoir de débats contradictoires avec lui, légitimant ainsi son existence : renvoyons Le Pen et ses idées aux poubelles de l'histoire. En réponse à la stratégie d'occupation de la rue et des médias par le FN (manifs légalistes, débats politiques, démonstrations de force), il est nécessaire d'organiser dans chaque ville des ripostes radicales et spectaculaires.

LA CNAF

En 1987, un premier appel lancé par quelques groupes antifascistes locaux débouche sur la mise en place d'une structure nationale : la CNAF. Elle concrétise la volonté de s'organiser nationalement afin de lutter contre l'atomisation et le localisme, mais aussi de marquer notre différence avec les associations humanistes, non seulement réformistes et bureaucratiques, mais aussi téléguidées par le pouvoir socialiste.

Aujourd'hui, la CNAF réunit une vingtaine de groupes partout en France, et entretient de nombreuses relations avec des groupes antifascistes radicaux d'Europe (Grande Bretagne, Allemagne, Suisse, Belgique...). Pas sa structuration nationale, elle vise à aider les différents groupes par un renforcement des actions locales (manifestations, débats, circulation de l'info...) et au développement d'initiatives centrales (manifestation du 1^{er} mai à Paris, campagne contre la construction de l'Europe et la répression). » **Rentrée 1989**

Le risque de l'isolement « radical »

Les quatre premiers paragraphes de l'Appel - l'analyse - ont le mérite de désigner les problèmes et de nommer de vrais responsables (y compris le PS et le PC) : on ne peut qu'y souscrire, sur le fond. Le dernier paragraphe - les actions, les propositions - est par contre très discutable. Il y a trop d'autosatisfaction et les rédacteurs donnent l'impression de sous-estimer tout ce qui se fait en dehors d'eux.

Or, depuis de nombreuses années, les meetings et les manifestations de l'extrême droite provoquent des ripostes. On y constate, en général, la mollesse du PS ou du PC, et par contre, la mobilisation de l'extrême gauche et des militants syndicalistes et associatifs. S'attribuer une sorte de monopole des ripostes y compris « offensives » ne serait pas exact. La longue énumération des participations des rédacteurs laisse rêveur. S'ils notent un peu plus loin qu'ils organisent « *à un moment donné, des initiatives communes avec d'autres groupes ou organisations* », on ne peut pas dire que le texte souligne le caractère large et unitaire de la plupart des initiatives signalées, comme s'il y avait malaise à travailler avec des associations de masse, des syndicats, ou divers courants politiques même révolutionnaires.

L'Appel fonctionne comme un auto-appel : il sert à « marquer son camp » sans proposition concernant les autres militants, les associations, les courants qui luttent contre le fascisme. Ce côté « on se démarque pour se démarquer » est souligné par la faiblesse, voire la quasi absence de perspectives. « L'autonomie » revendiquée bien haut se résume ici dans l'affirmation d'une radicalité surtout gestuelle, enfermée dans la recherche du « spectaculaire », prisonnière en fait d'une logique de réponse au coup par coup, face aux apparitions publiques de l'extrême droite.

Qu'est-ce qui différencie alors les actions proposées par l'Appel, de celles que l'extrême gauche et (un peu moins souvent) de la gauche, lors des diverses manifestations de Le Pen ? Un peu plus de violence physique sur le moment ?

Le texte est d'autant plus décevant qu'il commence par une analyse de l'implantation en profondeur de l'extrême droite dans le tissu social, mais qu'il n'en tire pas les conséquences pratiques et stratégiques en privilégiant les « *ripostes radicales et spectaculaires* ». Alors qu'une riposte réellement radicale (qui prend le mal à la racine) passe par un travail de masse, de terrain, la reconstruction de solidarités concrètes dans un maximum de cités, de villes, d'entreprises, d'écoles. Travail de terrain qui doit bien mobiliser très largement de nombreux militants associatifs, syndicalistes, etc., avec lesquels il faut multiplier les liens et non pas rechercher les ruptures « à priori », sectaires et agressives. Car au bout du chemin, il y a bien le risque de s'enfermer dans un petit ghetto (*) de convaincus. L'antifascisme est nécessaire, mais il peut conduire à cet isolement si on ne l'articule pas à un anticapitalisme plus global, et si, en même temps, on ne fait pas le lien avec les mouvements sociaux réels, associatifs et syndicaux.

Reste qu'un texte ne résume pas un courant plus diversifié. Dans la CNAF, des camarades sont conscients de ces limites, et d'autre part, tous les SCALP ne sont pas sur le même modèle.

Patrice Spadoni dans *Lutter ! bimensuel* n°164 du 21 septembre 1990

(*) Un exemple frappant : les ripostes au camp d'été du FN, fin juin à Tours. Alors qu'une manifestation unitaire rassemblait plusieurs milliers de personnes, une contre-initiative « autonome » appelée par la CNT, le SCALP et la FA regroupait moins de cinquante per-

sonnes. La question n'est pas : « faut-il ou non faire apparaître un pôle radical ? », mais elle est « Où et sous quelle forme ? »

Les gens actifs, les jeunes, les militants associatifs et syndicalistes susceptibles d'être gagnés à des positions anticapitalistes et anti-PS se trouvaient dans la manifestation unitaire. On peut regretter que les camarades aient fait le choix de l'isolement hyperminoritaire et du spectaculaire purement médiatique.

III. L'antifascisme, un combat prioritaire

Texte adopté par le Conseil national de l'UTCL de septembre 1990

UNE SITUATION GRAVE

Après « l'affaire de Carpentras », la montée du racisme et du fascisme en France a connu un nouveau tournant symbolique : rien ne semble enrayer la progression du Front national, véritable parti fasciste, qui se construit comme une force politique de masse. Au contraire, se dessine une possible extension de la bipolarisation FN-Parti socialiste, sur fond de décomposition de la classe politique traditionnelle, sans précédent depuis l'avènement de la V^e république, et de crise historique du mouvement ouvrier.

La droite RPR-UDF est en passe d'éclater, minée après les luttes de clans, privée de sa droite (FN-CNIP) de sa « légitimité » réactionnaire, et sur sa gauche (PS, centristes ralliés au gouvernement Rocard) de spécificité politico-économique, la social-démocratie s'est ouvertement ralliée depuis le début des années 80 à la logique capitaliste, à l'ordre économique mondial.

Ce ralliement de la direction du PS s'accompagne, à gauche, d'un véritable désarroi : ainsi, une bonne partie de son électorat se cantonne dans l'abstention. Une autre part, moins importante nationalement, constituée de l'électorat des « indécis » ayant pu voter PS ou même PC, est, pire, passée dans le camp du Front national. Si, dans certains quartiers, c'est l'ex-électorat « profond » de la gauche qui est majoritairement passée au vote Le Pen, on ne peut pas pour autant expliquer, comme



Photographie publiée dans *Lutter* !

cela se fait trop souvent, celui-ci par un phénomène doriotiste, ce qu'il n'est pas. Le vote Le Pen est surtout caractérisé par une radicalisation massive de l'électorat de droite, la polarisation (et la fidélisation) d'ex-abstentionnistes et indécis (dont un « électorat » ponctuel de la gauche) ; c'est un vote masculin et jeune. L'abandon de toute perspective de transformation sociale aboutit au vide politique dont se nourrit l'extrême droite.

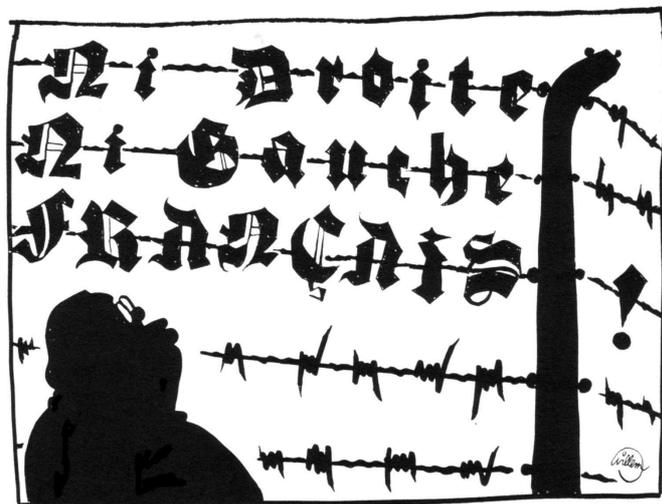
La crise historique du mouvement ouvrier, de ses représentations traditionnelles (sociale-démocrates, stalinienne) parachève ce paysage politico-social de décomposition. La phase de crise économique des années 70-80 a fait place à un tissu social déchiré, la fin de l'État-providence a laissé derrière lui la désertification, la précarité, le chômage per-

manents. Dans les quartiers populaires, laissés à l'abandon, voués au néant social, quand les éléments structurants des anciennes solidarités ont disparu, avec les associations, les syndicats... et l'emploi, le vote FN devient dès lors un exutoire, quand la gauche vante le mérite de la réussite alors qu'elle promettait de « changer la vie ». [...] C'est dans ce contexte que se poursuit la construction de l'Europe de 92, nouvelle forteresse capitaliste, porteuse de toutes les tentations répressives et xénophobes, nationalistes et militaristes.

C'est dans ce contexte que, par complaisance ou abdication successives, l'ensemble de la classe politique française a favorisé l'ascension du Front national, au point que celui-ci envisage aujourd'hui la conquête du pouvoir (ou au moins sa participation) et que cet objectif ne semble plus fantaisiste : ce parti fait ainsi la preuve qu'il n'est pas qu'une tendance protestataire réactionnaire, mais bien, typiquement, une force fasciste en marche.

Un parti fasciste

Car sa nature est bien celle d'un parti fasciste, et non pas simplement « poujadiste » ou même « fascisant ». Ses références à peine voilées à l'idéologie nazie, et la reprise des thèses de falsification historique niant l'Holocauste sont là, entre autres, pour le démontrer. Le fascisme ne se réduit pas au racisme : si ce point est une des pièces maîtresses de son idéologie, il s'agit d'un phénomène politique totalisant. Dans la logique de sa stratégie de conquête du pouvoir, le FN approfondit son option politique sur tous les terrains de la société : ordre moral, travail de pénétration du mouvement ouvrier et détournement de ses valeurs (premier mai), travail d'implantation parmi les élites culturelles et scientifiques (dans ce dernier domaine le FN a renoué ouvertement, récemment, avec le « biologisme » nazi), travail idéologique sur l'économie, relié à la notion d'identité nationale et de la race, militarisme et embrigadement de la jeunesse (mais aussi des femmes. Même les milieux homosexuels n'ont pas échappé à la stratégie du FN), etc. Certes, tous les électeurs, ni même tous les adhérents du FN ne sont pas des fascistes. La force du Front a été de réunifier l'extrême-droite « non folklorique » - tout en laissant la porte ouverte à des militants ou courants ouvertement néonazis : sur ses listes électorales par exemple (PNFE, ex-FANE), mais aussi « syndicalement », dans la police, par une politique de séduction envers la FPIP- par le biais d'une ligne « légaliste » (tout comme Hitler ou Mussolini) en fidélisant et politisant patiemment un électorat venu à



Dessin de Willem publié dans *Ça va être votre fête !* (1996)

lui sur des bases de désespérance sociale, de sentiments d'insécurité, de déception envers la classe politique traditionnelle, et, bien sûr, en jouant sur les réflexes refoulés de la xénophobie et du racisme (et notamment par une décolonisation mal digérée, une Guerre d'Algérie toujours tabou en France, tabou entretenu là aussi par toute la classe politique - PC compris). Enfin, la ligne « légaliste » du FN depuis sa constitution en 1972 sur les ruines d'Ordre nouveau, n'exclut nullement ni un discours factieux, ni un retour au putsch.

Face au FN, la classe politique fait montre d'un faux unanimisme antiraciste marquant en fait un vrai consensus anti-immigré. La droite est largement contaminée par le discours de Le Pen, la gauche, ralliée au libéralisme, en est réduite à lui opposer un « homme providentiel » fabriqué médiatiquement : Tapie se bat sur le même terrain que Le Pen, celui de la démagogie, du culte de la libre entreprise et de l'homme fort.

Il y a, sur fond de retour à l'ordre moral, de repli sur les intégrismes et tribalismes de toutes sortes, un vrai danger de fascisation de la société, avec ou « sans » Le Pen - c'est-à-dire sans que ce dernier accède nécessairement à la présidence d'État. Ainsi Giscard se veut l'homme du recours de la réaction. La direction du PS, sans projet est déchirée par les ambitions politiciennes est, depuis le congrès de Rennes, entrée dans une phase où son éclatement politique n'est plus à écarter a priori. La crise du PS est profonde et le désarroi de nombreux militants socialistes n'est pas à sous-estimer.

Évaluer politiquement cette déchirure interne de la gauche n'est pas secondaire : dans le contexte de désarroi historique que connaissent nombre de militants socialistes et communistes, il est possible et souhaitable que les révolutionnaires s'adressent à ceux-ci, recherchent avec eux, dans le cadre d'unité à la base, des pratiques communes contre le fascisme et la réaction, dans la libre confrontation politique et l'expression publique des divergences. De nombreux militants, socialement actifs, du PS ou du PC, restent fondamentalement attachés aux valeurs fondatrices du mouvement ouvrier. Il est donc essentiel de distinguer ce qui est la recherche d'une politique de compromission avec la direction de ces partis (et surtout, aujourd'hui, du Parti socialiste), d'une stratégie unifiante, non-sectaire, avec les militants de la base.

Unité large

Parce qu'il y a péril en la demeure, il faut construire dans l'unité la plus large un antifascisme de masse et de classe résolument offensif. La question de la participation du PS à une telle dynamique est donc posée, car cette perspective de renouveau du mouvement social, entre autre à partir de la mobilisation antifasciste, se fera sur des bases nécessairement antigouvernementales, ou mettant en cause explicitement la gestion libérale adoptée par la gauche au pouvoir. [...]

N'ayant jamais eu de stratégie d'interpellation des états-majors politiques, nous n'exigerons pas que le PS s'associe en tant que tel à une riposte antifasciste. Mais nous ne conditionnerons pas non plus notre participation : que le Parti socialiste choisisse ou non de se joindre à une dynamique contre Le Pen, notre souci est d'abord que la dynamique se mène sur des bases les plus claires possibles (au maximum permis par un mouvement de masse et unitaire, qui ne reprend pas, par définition, « l'intégralité de notre programme »).

Absent ou présent, nous dénoncerons les responsabilités du PS, notamment afin d'accentuer les clivages entre les militants et leur direction. [...]

LES INITIATIVES

Deux initiatives nous interpellent directement. « L'Appel des 250 » et celui de la « Coordination nationale antifasciste » (CNAF). Il est clair que le premier connaîtra probablement un succès de masse (au moins relatif), tandis que le deuxième, s'il exprime l'indéniable réalité d'un pôle « radical », restera minoritaire. Pourtant, pour des raisons de proximité politique, ces deux initiatives qualitativement différentes, nous interpellent l'une et l'autre.



L'Appel des 250

L'Appel des 250 offre un cadre pour une dynamique large, qui va à l'encontre du consensus. Cette dynamique permettra, dans les mois à venir, une réappropriation, sur le terrain de la mobilisation sociale, dans les quartiers, parmi les jeunes et les travailleurs, dans la rue, de la lutte antifasciste, dans une campagne de masse. Cette campagne de l'automne, dont la manifestation nationale, pour peu qu'elle ne reste pas sans lendemain, et permette la construction à terme d'un véritable mouvement, est une des premières ripostes.

C'est en tout cas en tant que telle, la première mobilisation nationale, à vocation de masse, contre le fascisme, susceptible d'aller au-delà du ponctuel et/ou de l'indignation minoritaire. Notre participation à la dynamique suscitée et déclenchée par cet appel se fonde sur cette analyse : gravité d'une situation rendant nécessaire une riposte de masse sur

des bases anti-consensuelles (et donc, implicitement ou explicitement anti-gouvernementales) pouvant mener à terme à la construction d'un mouvement permanent participant à la remobilisation sociale.

Pour autant, il faut aussi comprendre la signification profonde de cet appel. Mené en sous-main par la LCR, ainsi que par l'« extrême-gauche » du PS (Dray-Mélenchon), l'appel des 250 utilise le réseau mis en place au cours de la première campagne pour l'annulation de la Dette du tiers-monde [...]. Au-delà de l'antifascisme, l'Appel véhicule, sinon un projet politique partagé par tous ses signataires, au moins des convergences pouvant aboutir à des recompositions partielles de la gauche. Ce qui explique l'interpellation des directions du PS et du PC, l'exigence de « mesures sociales » (gouvernementales, donc). L'Appel procède ainsi d'une culture partidulaire et jacobine favorisant l'institutionnel. La LCR, fidèle à la stratégie de « Front unique » trotskyste se situe dans cette culture, articulée en ce qui la concerne à l'agitation de masse. Elle poursuit avec cette initiative son tournant de construction organisationnel, dans la cohérence des décisions de la IV^e Internationale d'œuvrer à l'émergence de forces « centristes » sur le modèle brésilien (Parti des travailleurs).

Le texte de l'Appel est en lui-même contradictoire, sans doute volontairement ambivalent. Ses critiques de la gauche, du « Front républicain » (consensus), en font de fait un Appel de contestation du gouvernement et du PS, de nécessité d'un nouveau mouvement social.

L'Appel de la CNAF

L'Appel de la CNAF véhicule lui aussi un projet politique implicite : la reconstruction/recomposition de l'ex-mouvance de l'autonomie de la fin des années 1970. Si le terme d'autonomie est soigneusement évité, ceux d'« antifascisme radical » ou de « rupturisme » fonctionnent dans cette même logique. S'appuyant pour l'essentiel sur le phénomène des Scalp, la CNAF est politisée, globalement, à partir de l'axe OCL-Reflex, l'OCL ayant pris un nouveau tournant, plus organisationnel et offensif, tirant le bilan des années où elle se concevait principalement comme un réseau. [...]

En fait, la CNAF pourrait bien, sous prétexte d'anti-consensus et de « clarté », en arriver à organiser un pôle radical, certes, mais en rupture avec... les forces et sensibilités concernées au premier plan par l'antifascisme (immigrés, associations antiracistes, travailleurs, syndicalistes...). [...] Sans nier la réalité de ce pôle, son relatif renouveau, voire renforcement, il ne pourrait constituer de réponse stratégique adaptée face à un FN qui, lui, mobilise massivement. Même si l'appel de la CNAF comporte de nombreux points positifs.

NOTRE ORIENTATION

Notre stratégie consiste à réunir les conditions pour que se mette en place une dynamique, un mouvement antifasciste et anticapitaliste, autogestionnaire, en rupture avec la politique gouvernementale, reposant sur un mouvement de masse (jeunes, syndicalistes, mouvement associatif), première d'un vaste mouvement large, alternatif et de transformation sociale.

Au vue de l'urgence de la situation, des tâches qu'elle implique, la dynamique de l'Appel des 250 peut fournir le cadre d'une campagne de masse, brassant largement tous les secteurs des forces vives du mouvement social et progressiste. Nous pouvons nous saisir de cette dynamique, y participer activement en y développant quelques idées forces :

- a) c'est un mouvement permanent et massif, auto-organisé depuis la base qui est à l'ordre du jour, véritable « Secours antifasciste », présent concrètement sur tous les terrains de la lutte sociale, s'opposant pratiquement et politiquement à chacune des « thèses » défendues par les fascistes dans tous les domaines-clés (logement, droits sociaux, citoyenneté etc....) et constituant progressivement l'élaboration d'un nouveau projet de transformation sociale.
- b) En lien avec cette perspective, mais aussi spécifiquement, reconstruire de nouvelles solidarités à la base de la société, notamment dans les quartiers, dans des luttes qui ne sont pas directement antifascistes (égalité des droits, dans la vie sociale, école ...).
- c) Ce sont ces pratiques sociales, offensives et à vocation de masse, qui peuvent durablement faire reculer le libéralisme, le racisme, et le fascisme.
- d) Ce n'est donc pas en polarisant toutes les énergies dans une stratégie d'interpellation ou en se contentant d'exiger des mesures gouvernementales : cette attitude ne fait que renvoyer au vide social, priorisant de fait l'intervention de l'État au détriment des solidarités horizontales actives.
- e) L'antifascisme de masse n'exclut à priori personne : opinions politiques, philosophiques, religieuses diverses peuvent et doivent s'y retrouver. Son contenu de classe n'étant pas déterminé par un verbiage « radicaliste » mais bien par sa dynamique sociale concrète, notamment en avançant des axes de lutte porteurs d'éléments de rupture anticapitalistes au sens large, c'est-à-dire égalitaires. Nous sommes donc loin d'un humanisme abstrait et inopérant, ou d'un « Front républicain » fétichisant l'État-nation, c'est-



à-dire en dernière instance la démocratie bourgeoise.

C'est donc sur ces bases que nous nous situons, avec nos spécificités, et sans nous y enfermer dans la dynamique autour de l'Appel des 250, et au-delà, pour un antifascisme de masse permanent. Dans le cadre de cette dynamique, nous impulserons ou participerons activement aux initiatives particulières que celle-ci peut permettre.

Sans exclure pour autant la possibilité de travailler ponctuellement avec certains des collectifs membres ou proches de la CNAF, s'ils ont une pratique ouverte, nous ne saurions nous associer à ce qui au bout du compte constituerait une opération de division, si les tendances à la sectarisation se confirmaient. Nous souhaitons débattre avec les camarades de la CNAF des questions de fond des nécessités de la lutte antifasciste.

CONCLUSION

La situation politique et sociale rend possible un durcissement, voire une fascisation de la société française. Face à une telle situation, il est nécessaire d'opposer et de construire, dans l'unité la plus large, un antifascisme de et de classe :

- d'aller vers la structuration permanente, sous la forme d'un mouvement auto-organisé depuis sa base (comité de quartiers, dans les entreprises et dans la jeunesse...) dont la fonction est à la fois défensive et offensive.

- d'impulser de nouvelles solidarités populaires, au-delà du seul cadre antifasciste, de tendre à la restructuration du mouvement social, ébauchant lui-même, par sa dynamique propre, les grandes lignes d'un nouveau projet de transformation sociale. Pour nous, l'enjeu est, au-delà de la riposte antifasciste, que la dynamique contre Le Pen puisse donc servir dans la construction d'un mouvement large anticapitaliste.

L'UTCL s'engage résolument dans la campagne de l'automne, dans la dynamique autour de l'Appel des 250, dont le cadre général permet de multiples initiatives. Dans une perspective autogestionnaire et sociétale, nous favoriserons toutes les initiatives complémentaires à cet appel, mais permettant aussi une expression plus critique et radicale (appels jeunes, syndicalistes, militants associatifs, femmes...).

Sans sectarisme mais sans complaisance aussi, nous confronterons politiquement nos options à celles de l'antifascisme « radical » (CNAF, Scalp, Reflex, OCL...), qui semble pour l'heure se caractériser essentiellement comme un phénomène de repli ne répondant pas à la nécessité d'une riposte antifasciste de masse. Nous n'excluons pas cependant la possibilité de travailler avec certains de ces collectifs qui feraient preuve d'un réel esprit d'ouverture. Un point de vue spécifique communiste libertaire est à développer sur l'antifascisme, dans notre optique révolutionnaire. Sans sectarisme, nous nous y emploierons.

Conseil national de l'UTCL, septembre 1990



**Un pochoir d'Alternative libertaire
dans les années 1990**

Quelques mois plus tard, en mai 1991, les membres de l'UTCL et du Collectif jeunes libertaires (CJL), fondent une nouvelle organisation : Alternative libertaire.

Ses militant-e-s s'engageront dans le mouvement antifasciste, notamment dans l'animation des comités Ras l'Front. Lors de son II^e congrès, en avril 1993, Alternative libertaire affirmera son orientation antifasciste. Liant antifascisme et luttes sociales, ses militants soutiendront bientôt la création de Vigilances et initiatives syndicales antifascistes (Visa).

Aujourd'hui, la question d'un nouvel antifascisme de masse et de classe est posée : le combat continue !

Théo Rival (AL Orléans)